

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 234.361 du 12 avril 2016

A. 215.009/Vbis-159

En cause : **JUNESCH Edda**,
ayant élu domicile chez
Mes Guido ZIANS et
Andrea HAAS, avocats,
Aachener Straße 76
4780 Saint-Vith,

contre :

la Région wallonne,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Martin ORBAN, avocat,
Kaperberg 50
4700 Eupen.

LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE Vbis,

Vu la requête introduite le 13 février 2015 par Edda JUNESCH qui demande l'annulation de l'arrêté du 12 décembre 2014 du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal qui, sur recours, refuse le permis d'urbanisme pour la régularisation de la transformation et l'agrandissement d'une remise en deux logements ainsi que pour la démolition et la reconstruction d'une bergerie sur un bien sis Rothausstraße 45 à Eynatten, cadastré Raeren, 2^{ème} division/Eynatten, section G, n° 241b;

Vu les mémoires en réponse et réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. WIMMER, premier auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2015 convoquant les parties à comparaître à l'audience publique du 1^{er} février 2016 à 10 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Guido ZIANS, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et Me Gabriele WEISGERBER, loco Me M. ORBAN, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. WIMMER, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les éléments de la cause se présentent comme suit :

1. Le 3 décembre 2013, la requérante introduit une demande de permis d'urbanisme pour la régularisation de la transformation et de l'agrandissement d'une remise existante en deux logements, ainsi que pour la démolition et la reconstruction d'une bergerie.

Le 28 mars 2014, le fonctionnaire délégué donne un avis défavorable.

Le 23 avril 2014, le collège communal de la commune de Raeren refuse le permis d'urbanisme demandé.

2. Le 18 juin 2014, la requérante introduit auprès de la partie adverse un recours en langue allemande contre la décision du collège communal de la commune de Raeren.

Le 16 juillet 2014, la commission d'avis sur les recours donne l'avis suivant :

" [...]

Compte tenu de ce que la DGO4 indique, dans le document précité, que le bien est situé en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;

Compte tenu de ce que la DGO4 met en évidence, dans le document susmentionné, les considérations suivantes :

- « - 2 logements en total en arrière zone
- Promiscuité avec les logements avant
- Permis pour la division du bâtiment avant??? 5 boîtes aux lettres
- Espace rangement, aire de manœuvre, espaces privatifs des deux logements?
- Misérabilisme architectural!
- Ruine à front de voirie nettement plus propice à une réaffectation...

- Plan situation initial?»

Compte tenu de ce que le permis d'urbanisme en cause a été refusé au motif que la création de logements dans le bâtiment va à l'encontre de l'objectif des zones d'habitat linéaires inscrites au plan de secteur; que le fonctionnaire délégué indique dans son avis, auquel s'est rallié la commune, que «(e)n date du 27 avril 2006 Monsieur le Ministre Antoine a donné la réponse suivante : "... Les zones d'habitats linéaires inscrites au plan de secteur ont été conçues pour l'implantation d'un seul bâtiment à front de la voirie (...)»»; que, sur cette base, le fonctionnaire délégué estime que le projet est inacceptable d'un point de vue urbanistique; qu'il ajoute que «(...) le projet ne correspond pas, d'un point de vue architectural, aux exigences généralement imposées aux nouvelles constructions, notamment en zone de jardin. Initialement il s'agissait d'un "bâtiment" bas, au moins partiellement revêtu d'un parement en bois qui fait maintenant l'objet d'un rehaussement. Il s'agissait d'un bâtiment relativement discret correspondant au niveau de sa fonction et de son aspect à l'implantation en zone de cours et jardins. La toiture "bifurqué" (avec deux versants différents) est à éviter en vue d'obtenir un langage des formes plus clair. Ainsi, en ce qui concerne les teintes du crépi extérieur, le projet devrait être plus discret par rapport à la maison en avant-plan, c'est-à-dire obtenir une teinte plus décente. La couleur rouge, caractéristique de la maison en avant plan, se justifie par la qualité architecturale du bâtiment. La remise transformée ne présente pas cette qualité et devrait en tout cas rester plus discrète. Elle devrait être pourvue d'un parement en bois de teinte naturelle ou d'un crépi blanc, beige ou gris. (...) (qu'il y a risque de créer un précédent avec pour conséquence que "chaque abri de jardin" soit transformé en habitations (...)»»; que la Commission estime que cette argumentation est pertinente qu'il y a lieu de s'y rallier;

La Commission émet un avis défavorable".

Le 12 décembre 2014, la partie adverse prend la décision suivante :

" [...]

Considérant que l'article 120 du Code institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que l'audition a eu lieu le 16 juillet 2014;

Considérant que cette Commission a émis, en date du 16 juillet 2014, un avis défavorable (voir annexe 1);

Considérant que le bien est situé en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur de VERVIERS - EUPEN approuvé par arrêté royal du 23 janvier 1979;

[...]

Considérant que la demande de permis est conforme à la destination générale de la zone telle qu'elle résulte du plan de secteur;

[...]

Considérant que la demande vise la régularisation de la transformation (reconstruction en dur, rehausse) d'une ancienne remise en bois, située à l'arrière des bâtiments situés à front de voirie, et ce afin d'y créer deux logements;

Considérant que la demande vise également la démolition d'une bergerie accolée à la remise susvisée, et sa reconstruction à un autre emplacement de la parcelle;

Considérant que la décision de l'autorité compétente ne peut être infléchie par le poids des faits accomplis;

Considérant que la parcelle comporte différents bâtiments de caractère : un corps de logis isolé, et une grange, dégradée, prolongée d'étables en ruine;

Considérant que le corps de logis semble comporter cinq logements (présence de cinq boîtes aux lettres à front de la Rothausstrasse);

Considérant que la grange présente les mêmes caractéristiques architecturales que le corps de logis, typiques de la région, et qui méritent d'être mises en valeur;

Considérant que l'ensemble des bâtiments existants forme une petite exploitation de valeur patrimoniale, qui marque le paysage du village;

Considérant que, si le besoin en logements est démontré à cet endroit, dans la mesure où aucune instance n'a remis cet élément en question au cours de l'instruction du dossier, il conviendrait de valoriser le volume de l'étable plutôt que celui de la remise;

Considérant en effet qu'il faut privilégier le maintien d'éléments structurants du paysage, et non de bâtiments secondaires;

Considérant que les motifs ci-avant rejoignent les conclusions ayant motivé l'avis défavorable de la Commission auquel l'autorité de recours se rallie pleinement;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de refuser le permis sollicité;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisme sollicité par Madame Edda JUNESCH, et ayant pour objet la régularisation de la transformation et de l'extension d'une remise en 2 logements, ainsi que la démolition et la reconstruction d'une bergerie, est refusé.

[...]".

Il s'agit de la décision attaquée.

Le 15 décembre 2014, la partie adverse notifie la décision attaquée à la requérante;

Considérant que l'auditeur a établi un rapport basé sur l'article 93 du règlement général de procédure; qu'il soulève un moyen d'annulation d'office et estime que l'affaire peut être tranchée au terme de débats succincts;

Considérant que la partie adverse soulève une exception d'irrecevabilité du recours en ce que la partie requérante demande, dans sa requête, l'annulation d'un arrêté ministériel du "4 mai 2012" alors que l'arrêté de refus est du 12 décembre 2014, de sorte que le recours est irrecevable;

Considérant qu'il est patent que l'arrêté attaqué est du 12 décembre 2014; que dans sa requête, la requérante cite plusieurs fois l'arrêté du "12 décembre 2014"

et que, dès lors, si à un endroit elle écrit la date du "4 mai 2012", il s'agit d'un lapsus calami; que l'exception ne peut être retenue;

Considérant que l'auditeur prend un moyen d'office qu'il présente comme suit :

" IV. Begründetheit des Klagemittels betreffend die öffentliche Ordnung ausgehend von der Verletzung des Artikels 36, § 2, Absatz 2, des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen in Verbindung mit dem Artikel 12 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, koordiniert am 18. Juni 1966, sowie mit dem Artikel 120 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (W.G.R.S.E.E.).

Im Urteil Nr. 223.317 vom 29. April 2013 hat der Staatsrat Folgendes festgehalten:

« In der Erwägung, dass Artikel 120 des W.G.R.S.E.E. wie folgt lautet:

" Art. 120. Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des Einspruchs übermittelt die Regierung:

1° der Person, die den Einspruch eingereicht hat, eine Empfangsbescheinigung mit der Angabe, an welchem Tag die in Absatz 4 erwähnte Anhörung abgehalten wird;

2° den übrigen Parteien eine Abschrift der Einspruchsakte und der Vorladung zur Anhörung.

Bei der Regierung wird eine beratende Kommission mit Sitz in Namur gegründet. Ihr Vorsitzender und ihre Mitglieder werden durch die Regierung ernannt. Der Vorsitzende vertritt die Regierung.

Außer dem Vorsitzenden zählt die Kommission vier weitere Mitglieder: zwei davon werden unter den Personen ausgewählt, die der Regionalausschuss vorgeschlagen hat und zwei weitere unter denen, die der Berufsstand der Architekten vorgeschlagen hat. Die Kommission ist beschlussfähig wenn der Vorsitzende und wenigstens zwei andere Mitglieder anwesend sind. Die Regierung verabschiedet die Zusammenstellungs- und die Funktionsmodalitäten der Kommission.

Die Regierung beantragt das Gutachten der Kommission und innerhalb von fünfundfünfzig Tagen nach Empfang des Einspruchs ersucht sie den Antragsteller, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, den beauftragten Beamten oder deren Vertreter, die Generalvertretung für Einsprüche, sowie die Kommission, zur Anhörung zu erscheinen.

Bei der Anhörung stellt die Verwaltung den Rahmen, in dem das Projekt stattfindet, dar, d.h.:

1° die Lage und ggf. die Abweichungen von einem Raumordnungsplan, einer Städtebauordnung oder einer Parzellierungsgenehmigung sowie die Eintragung des Immobilienguts in das kommunale Strukturschema oder in einen Städtebau- und Umweltbericht;

2° ggf. die Eintragung des Guts in das Verzeichnis des Immobiliärerbes oder in eine Schutzliste, den Vermerk, ob es im Sinne von Artikel 208 unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht oder künftig stehen wird, seine Lage in einer in Artikel 209 angeführten Schutzzone oder in einem in Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 8, 167, 172, 173 oder 182 erwähnten Umkreis, in einem Enteignungsplan oder in einer in dem in Artikel 233 genannten Atlas angeführten Stätte, oder einer Stätte, die Gegenstand von gleichwertigen Formalitäten auf der Grundlage der im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Gesetzgebung ist.

Innerhalb von sechzig Tagen übermittelt die Kommission ihr Gutachten. Ein fehlendes Gutachten wird als positives Gutachten zugunsten des Einspruchserhebers betrachtet.

Betrifft die Akte ein in Artikel 109 Nr. 2 erwähntes Immobiliengut, so nimmt ein Vertreter der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region an den Sitzungen der beratenden Kommission teil";

In der Erwägung, dass die Kläger mit einem in deutscher Sprache verfassten Brief zur Anhörung vorgeladen worden sind; dass die beklagte Partei hingegen die Gemeinde Burg-Reuland mit einem in französischer Sprache verfassten Schreiben unter Verletzung von Artikel 36 § 2 Absatz 2 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgeladen hat;

In der Erwägung dass die Artikel 36 und 42 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen wie folgt lauten:

- " Art. 36 - § 1 - Vorbehaltlich der Bestimmungen von § 2:
 - 1° gebrauchen die Dienststellen der Flämischen Exekutive das Niederländische als Verwaltungssprache,
 - 2° gebrauchen die Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regionalexekutive das Französische als Verwaltungssprache.
- § 2 - Was die Gemeinden mit besonderer Sprachenregelung in ihrem Amtsbereich angeht, unterliegen die in § 1 erwähnten Dienststellen der Sprachenregelung, die für die lokalen Dienststellen dieser Gemeinden für die Bekanntmachungen, Mitteilungen und Formulare, die für die Öffentlichkeit bestimmt sind, für die Beziehungen zu Privatpersonen und für die Erstellung von Akten, Bescheinigungen, Erklärungen und Genehmigungen durch die koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten vorgeschrieben ist. Für ihre Beziehungen mit den öffentlichen Diensten, deren Sitz sich in einer Gemeinde des deutschen Sprachgebiets befindet, gebrauchen die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive die deutsche Sprache.
- § 3 - In den in § 1 erwähnten Dienststellen darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, der nicht eine gemäß Artikel 15 § 1 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten festgestellte Kenntnis der Verwaltungssprache besitzt. Unter der Bedingung, dass sie eine ausreichende Kenntnis des Französischen nachweisen, können die Bewerber, die ihr Studium im deutschen Sprachgebiet absolviert haben, sowie diejenigen, die ihr Studium im Ausland in deutscher Sprache absolviert haben und eine gesetzlich anerkannte Gleichwertigkeit der Diplome oder Studienzeugnisse geltend machen, in den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive ernannt oder befördert werden. Die Dienststellen werden so organisiert, dass sie ohne die geringste Schwierigkeit die Bestimmungen von § 2 einhalten können";
- " Art. 42 - Die Bestimmungen von Kapitel VII und VIII der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten sind auf die in Abschnitt 1 und 2 erwähnten Dienststellen anwendbar";

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen auf die Artikel 12 bis 14 und 57 und folgende der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten verweisen;

In der Erwägung, dass die o.a. Bestimmungen des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 auf alle Dienststellen der Wallonischen Region, einschließlich auf die beratende Kommission für Einsprüche anwendbar sind; dass alle diese Dienststellen demzufolge "für die Beziehungen zu Privatpersonen und für die Erstellung von Akten, Bescheinigungen und Genehmigungen" die deutsche Sprache gebrauchen müssen (Artikel 36 § 2 Absatz 1 des o.a. Gesetzes vom 9. August 1980 in Zusammenhang mit Artikel 12 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten);

In der Erwägung dass die Anhörung durch die beratende Kommission für Einsprüche zweifellos den o.a. Vorschriften in Sachen Sprachengebrauch unterliegt; dass es folglich der beklagten Partei zusteht, die Funktionsmodalitäten der Kommission so zu regeln, dass die deutsche Sprache sowohl für die Akten als auch für die Anhörungen gebraucht werden kann, da diese Kommission sich an Privatpersonen, die diese Sprache gebrauchen, bzw. an öffentliche Dienste, deren Sitz sich in einer Gemeinde des deutschen Sprachgebiets befindet, richtet;

In der Erwägung, was die Anhörung angeht, dass die angehörte Privatperson sowie der Vertreter der Gemeinde des deutschen Sprachgebiets die Möglichkeit haben müssen - sonst würde die Anhörung jeder Bedeutung entbehren - in der deutschen Sprache angehört zu werden bzw. sich in dieser Sprache auszudrücken, was jedenfalls die organisierte Anwesenheit eines Dolmetschers oder eines Mitglieds der Kommission, der die Kenntnis dieser Sprache nachgewiesen hat, voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Kläger diesbezüglich am 28. Dezember 2009 Folgendes mitgeteilt haben:

" Ich [...] war persönlich und allein bei der Anhörung vor der beratenden Kommission am Montag, dem 07.05.2007, in Namur zugegen.
[...]

Alle meine Schreiben usw. hatte ich in deutscher Sprache verfasst; sie lagen auch in Deutsch vor, mit Fotos. Die Anhörung fand in franz. Sprache statt, niemand konnte Deutsch (ich hatte danach gefragt!). Allein kam ich mir vor wie ein armer Sünder, und dann auch noch in einer Sprache, die mir nicht so liegt wie die Muttersprache. Insgesamt waren sieben oder acht Personen an der Anhörung beteiligt, jedoch nur ein Mann schien halbwegs auf dem Laufenden meines Einspruchs zu sein. Einer sagte sogar, er hätte ein Schreiben in deutscher Sprache vorgefunden, jedoch nichts verstanden. Daraus schließe ich, dass keine Übersetzung in französischer Sprache vorlag. Von Übersetzung durch einen Dolmetscher keine Spur. [...]";

In der Erwägung, dass die beklagte Partei kein Protokoll der Sitzung der beratenden Kommission für Einsprüche vorlegt und demzufolge nicht nachweisen kann, dass die dem ersten Kläger gestellten Fragen und dessen Antworten aus dem Deutschen ins Französische und umgekehrt übersetzt worden sind, damit die einen und die anderen von all den anwesenden Parteien verstanden werden konnten; dass daraus abgeleitet werden kann, dass obwohl das Gutachten der Kommission in deutscher Sprache verfasst wurde, es keineswegs nachgewiesen wird, dass es auf einer gesetzmäßigen Anhörung beruht;

In der Erwägung, dass der Klagegrund demzufolge begründet ist».

Im vorliegenden Fall hat die Klägerin ihren Einspruch bei der beklagten Partei ebenfalls in deutscher Sprache eingereicht.

Auf die Frage des Ersten Auditors an den Rechtsbeistand der Klägerin, ob ihre Anhörung vor der beratenden Kommission für Einsprüche in deutscher oder in französischer Sprache (mit oder ohne gleichzeitige Übersetzung durch einen Dolmetscher) stattgefunden hat, antwortet er am 23. September 2015 folgendermaßen:

« Die Anhörung vor dieser Kommission finde[t] immer und ausschließlich nur in französischer Sprache statt. Dort ist nie ein Übersetzer...».

Auf die Frage des Ersten Auditors an den Rechtsbeistand der beklagten Partei, ob in der Sitzung der Kommission vom 16. Juli 2014 ein Dolmetscher oder ein

Mitglied der Kommission, das die Kenntnis der deutschen Sprache nachgewiesen hat, anwesend war, antwortet er am 8. Oktober 2015 Folgendes:

« (...) in Beantwortung auf Ihr Schreiben vom 29.09.2015 können wir Ihnen mitteilen, dass laut Kenntnis unserer Mandantschaft kein Dolmetscher in der Sitzung der Kommission vom 16.07.2014 anwesend war.
Auch war kein Mitglied der Kommission anwesend, das die Kenntnis der deutschen Sprache nachweisen kann».

Das Klagemittel, welches von Amts wegen aufgeworfen wird, ist daher begründet";

Considérant que, pour les motifs rappelés dans l'arrêt n° 223.317 du 29 avril 2013 et ci-avant reproduits, le moyen d'office est fondé;

Considérant qu'il y a lieu de se rallier aux conclusions du rapport de l'auditeur;

Considérant que l'indemnité de procédure demandée par la partie adverse ne peut lui être accordée, conformément à l'article 30/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Est annulé l'arrêté du 12 décembre 2014 du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal qui, sur recours, refuse le permis d'urbanisme pour la régularisation de la transformation et l'agrandissement d'une remise en deux logements ainsi que pour la démolition et la reconstruction d'une bergerie sur un bien sis Rothausstraße 45 à Eynatten, cadastré Raeren, 2^{ème} division/Eynatten, section G, n° 241b.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 200 euros, sont mis à la charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre Vbis, le douze avril deux mille seize par :

M. HANOTIAU, président de chambre,
M^{me} WIAME, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. WIAME.

M. HANOTIAU.